



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الاغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE

Quarante-deuxième session

2021

Élection des Membres du Conseil

Résumé

L'article XXII du Règlement général de l'Organisation (RGO) énonce les dispositions relatives aux propositions de candidature et à l'élection des membres du Conseil de la FAO (voir l'*annexe C*). Les membres du Conseil sont élus pour trois ans.

Le Conseil compte 49 sièges, dont 16 deviennent vacants chacune des deux années civiles successives et 17 la troisième année civile.

La Conférence doit pourvoir, à sa quarante-deuxième session, 16 sièges qui deviendront vacants à la fin de la quarante-deuxième session et 17 sièges qui deviendront vacants le 30 juin 2022.

La date limite de présentation des propositions de candidature au Secrétaire général de la Conférence est fixée au lundi 14 juin 2021 à 12 heures.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M. Rakesh Muthoo
Secrétaire général de la Conférence et du Conseil
Tél.: +39 06570 55987

CSG-Director@fao.org

1. La Conférence sera appelée, à sa quarante-deuxième session, à pourvoir les sièges qui deviendront vacants du fait de l'expiration du mandat des membres du Conseil. Des propositions de candidature sont sollicitées pour 16 sièges qui deviendront vacants à la fin de la quarante-deuxième session de la Conférence, 17 sièges qui deviendront vacants le 30 juin 2022, deux sièges à pourvoir pour la période qui s'écoulera entre la fin de la quarante-deuxième session de la Conférence et le 30 juin 2022 et deux sièges à pourvoir pour la période qui s'écoulera entre la fin de la quarante-deuxième session de la Conférence et la fin de la quarante-troisième session de la Conférence. La composition actuelle du Conseil se présente comme suit.

| <u>16 devenant vacants à la fin de la quarante-deuxième session de la Conférence</u> | <u>17 sièges devenant vacants le 30 juin 2022</u> | <u>16 sièges devenant vacants à la fin de la quarante-troisième session de la Conférence (juin 2023)</u> |
|--|---|--|
| Andorre ¹ | Angola | Afghanistan |
| Azerbaïdjan ² | Argentine | Afrique du Sud |
| Chine | Bahamas | Allemagne |
| Congo | Belgique | Arabie saoudite |
| Espagne ⁷ | Brésil | Australie |
| Guinée équatoriale | Burkina Faso | Cameroun ¹¹ |
| Indonésie ⁴ | Canada | Cuba ¹¹ |
| Japon | Costa Rica | Égypte |
| Jordanie | États-Unis d'Amérique | Érythrée |
| Myanmar ⁵ | Guinée | Inde |
| Nicaragua | Israël ⁸ | Monaco |
| Pérou ⁶ | Italie ⁹ | Pakistan |
| République de Corée | Mexique | Royaume-Uni |
| République dominicaine ³ | Ouganda ¹¹ | Suède |
| Soudan du Sud | Qatar | Thaïlande ¹² |
| Sri Lanka | Soudan ^{10, 11} | Tunisie |
| | Zimbabwe | |

2. Aux termes du paragraphe 10 de l'article XXII du RGO, chaque proposition de candidature au Conseil doit être formulée par écrit et appuyée par les délégués de deux États Membres autres que le délégué de l'État Membre proposé comme candidat, et s'appliquer à une région déterminée. On trouvera à l'*annexe A* la répartition par région des États Membres de la FAO, telle qu'à la date de rédaction du présent document, aux fins de l'élection des Membres du Conseil.

¹ Andorre remplace la Macédoine du Nord du 1^{er} juillet 2019 à la fin de la quarante-deuxième session de la Conférence (2021) (voir le paragraphe 6 du document C 2019/LIM/19).

² L'Azerbaïdjan remplace l'Estonie du 1^{er} juillet 2019 à la fin de la quarante-deuxième session de la Conférence (2021) (voir le paragraphe 6 du document C 2019/LIM/19).

³ La République dominicaine remplace le Venezuela (République bolivarienne du), réputé démissionnaire conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article XXII du RGO, pour la durée du mandat restant à courir (voir le paragraphe 32 du document C 2019/REP).

⁴ L'Indonésie remplace le Viet Nam du 1^{er} janvier 2020 à la fin de la quarante-deuxième session de la Conférence (voir le paragraphe 6 du document C 2017/LIM/23).

⁵ Le Myanmar remplace les Philippines du 1^{er} janvier 2020 à la fin de la quarante-deuxième session de la Conférence (2021) (voir le paragraphe 6 du document C 2017/LIM/23).

⁶ Le Pérou remplace le Chili de la fin de la quarante et unième session de la Conférence (2019) à la fin de la quarante-deuxième session (2021) (voir le paragraphe 6 du document C 2017/LIM/23).

⁷ L'Espagne remplace la Fédération de Russie du 1^{er} juillet 2020 à la fin de la quarante-deuxième session de la Conférence (voir le paragraphe 6 du document C 2019/LIM/19).

⁸ Israël remplace l'Autriche du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2022 (voir le paragraphe 32 du document C 2019/REP).

⁹ L'Italie remplace la France du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2022 (voir le paragraphe 32 du document C 2019/REP).

¹⁰ Le Soudan remplace le Koweït du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2022 (voir le paragraphe 32 du document C 2019/REP).

¹¹ Réputé démissionnaire conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article XXII du RGO.

¹² La Malaisie remplacera la Thaïlande du 1^{er} janvier 2022 à la fin de la quarante-troisième session de la Conférence (voir le paragraphe 32 du document C 2019/REP).

3. L'alinéa 10 a) de l'article XXII du RGO dispose que la Conférence, aussitôt que possible après l'ouverture de la session, et en tout état de cause avant la fin du troisième jour de la session, sur recommandation du Bureau, «fixe la date de l'élection et la date limite à laquelle devront être soumises les propositions de candidature au Conseil». En application de ce qui précède, le Conseil a recommandé, à sa cent soixante-cinquième session (30 novembre - 4 décembre 2020), que la date limite de présentation des propositions de candidature au Secrétaire général de la Conférence et du Conseil soit fixée au lundi 14 juin 2021 à 12 heures et la date de l'élection au jeudi 17 juin 2021, sous réserve de confirmation par la Conférence.

4. Ces propositions doivent être soumises conformément aux dispositions énoncées aux alinéas 10 b) et 10 c) de l'article XXII du RGO. L'alinéa 10 d) de l'article XXII du RGO précise en outre que le Bureau communique à la Conférence, trois jours ouvrables au moins avant la date fixée pour l'élection, la liste des candidatures recevables qui lui ont été soumises. Un formulaire de proposition de candidature figure à l'*annexe B*.

5. Aux termes du paragraphe 5 de l'article XXII du RGO, aucun État Membre n'est éligible au Conseil si l'arriéré de ses contributions à l'Organisation est égal ou supérieur aux contributions dues par lui pour les deux années civiles précédentes.

6. La répartition des sièges à pourvoir par région est indiquée ci-après, avec les noms des États Membres qui les occupent actuellement:

a) 16 sièges à pourvoir pour la période qui s'écoulera entre la fin de la quarante-deuxième session de la Conférence et le 30 juin 2024:

| Région | États Membres occupant les sièges (jusqu'à la fin de la quarante-deuxième session de la Conférence) |
|---------------------------------|---|
| Afrique (3) | Congo, Guinée équatoriale, Soudan du Sud |
| Amérique du Nord (0) | |
| Amérique latine et Caraïbes (3) | Nicaragua, Pérou, République dominicaine |
| Asie (6) | Chine, Indonésie, Japon, Myanmar, République de Corée, Sri Lanka |
| Europe (3) | Andorre, Azerbaïdjan, Espagne |
| Pacifique Sud-Ouest (0) | |
| Proche-Orient (1) | Jordanie |

b) 17 sièges à pourvoir pour la période qui s'écoulera entre le 1^{er} juillet 2022 et la fin de la quarante-quatrième session de la Conférence (juin 2025):

| Région | États Membres occupant les sièges (jusqu'au 30 juin 2022) |
|---------------------------------|---|
| Afrique (5) | Angola, Burkina Faso, Guinée, Ouganda*, Zimbabwe |
| Amérique du Nord (2) | Canada, États-Unis d'Amérique |
| Amérique latine et Caraïbes (5) | Argentine, Bahamas, Brésil, Costa Rica Mexique |
| Asie (0) | |
| Europe (3) | Belgique, Israël, Italie |
| Pacifique Sud-Ouest (0) | |
| Proche-Orient (2) | Qatar, Soudan* |

* Réputé démissionnaire, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article XXII du RGO.

- c) L'Ouganda et le Soudan étant réputés démissionnaires, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article XXII du RGO, les sièges devenus vacants doivent être pourvus pour les régions Afrique et Proche-Orient pour la période qui s'écoulera entre la fin de la quarante-deuxième session de la Conférence et le 30 juin 2022 (durée des mandats restant à courir), comme le prévoient les paragraphes 6 et 9 de l'article XXII du RGO.
- d) Le Cameroun et Cuba étant réputés démissionnaires, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article XXII du RGO, les sièges devenus vacants doivent être pourvus pour les régions Afrique et Amérique latine et Caraïbes pour la période qui s'écoulera entre la fin de la quarante-deuxième session de la Conférence et la fin de la quarante-troisième session de la Conférence (juin 2023) (durée des mandats restant à courir), comme le prévoient les paragraphes 6 et 9 de l'article XXII du RGO.

Annexe A**ÉTATS MEMBRES DE LA FAO, PAR RÉGION, AUX FINS DE L'ÉLECTION DES MEMBRES DU CONSEIL****I. AFRIQUE**

(États Membres: 49 – sièges au Conseil: 12)

| | | |
|----------------|--------------------|-----------------------------|
| Algérie | Gambie | Nigéria |
| Afrique du Sud | Ghana | Ouganda |
| Angola | Guinée | République centrafricaine |
| Bénin | Guinée équatoriale | République démocratique du |
| Botswana | Guinée-Bissau | Congo |
| Burkina Faso | Kenya | République-Unie de Tanzanie |
| Burundi | Lesotho | Rwanda |
| Cabo Verde | Libéria | Sao Tomé-et-Principe |
| Cameroun | Madagascar | Sénégal |
| Comores | Malawi | Seychelles |
| Congo | Mali | Sierra Leone |
| Côte d'Ivoire | Maroc | Soudan du Sud |
| Érythrée | Maurice | Tchad |
| Eswatini | Mauritanie | Togo |
| Éthiopie | Mozambique | Tunisie |
| Gabon | Namibie | Zambie |
| | Niger | Zimbabwe |

II. ASIE

(États Membres: 25 – sièges au Conseil: 9)

| | | |
|-------------------|---------------------|-------------------------|
| Bangladesh | Malaisie | République démocratique |
| Bhoutan | Maldives | populaire lao |
| Brunéi Darussalam | Mongolie | République populaire |
| Cambodge | Myanmar | démocratique de Corée |
| Chine | Népal | Singapour |
| Inde | Ouzbékistan | Sri Lanka |
| Indonésie | Pakistan | Thaïlande |
| Japon | Philippines | Timor-Leste |
| Kazakhstan | République de Corée | Viet Nam |

III. EUROPE

(États Membres: 48 – sièges au Conseil: 10)

| | | |
|----------------------|-------------------|-----------------------|
| Albanie | Finlande | Norvège |
| Allemagne | France | Pays-Bas |
| Andorre | Géorgie | Pologne |
| Arménie | Grèce | Portugal |
| Autriche | Hongrie | République de Moldova |
| Azerbaïdjan | Irlande | Roumanie |
| Bélarus | Islande | Royaume-Uni |
| Belgique | Israël | Saint-Marin |
| Bosnie-Herzégovine | Italie | Serbie |
| Bulgarie | Lettonie | Slovaquie |
| Chypre | Lituanie | Slovénie |
| Croatie | Luxembourg | Suède |
| Danemark | Macédoine du Nord | Suisse |
| Espagne | Malte | Tchéquie |
| Estonie | Monaco | Turquie |
| Fédération de Russie | Monténégro | Ukraine |

Organisation Membre: Union européenne

Membre associé: Îles Féroé

IV. AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

(États Membres: 33 – sièges au Conseil: 9)

| | | |
|---------------------------------|-------------|--|
| Antigua-et-Barbuda | El Salvador | République dominicaine |
| Argentine | Équateur | Sainte-Lucie |
| Bahamas | Grenade | Saint-Kitts-et-Nevis |
| Barbade | Guatemala | Saint-Vincent-et-les Grenadines |
| Belize | Guyana | Suriname |
| Bolivie (État plurinational de) | Haïti | Trinité-et-Tobago |
| Brésil | Honduras | Uruguay |
| Chili | Jamaïque | Venezuela (République bolivarienne du) |
| Colombie | Mexique | |
| Costa Rica | Nicaragua | |
| Cuba | Panama | |
| Dominique | Paraguay | |
| | Pérou | |

V. PROCHE-ORIENT

(États Membres: 21 – sièges au Conseil: 6)

| | | |
|--------------------------------|--------------|---------------------------|
| Afghanistan | Iraq | Qatar |
| Arabie saoudite | Jordanie | République arabe syrienne |
| Bahreïn | Kirghizistan | Soudan |
| Djibouti | Koweït | Tadjikistan |
| Égypte | Liban | Turkménistan |
| Émirats arabes unis | Libye | Yémen |
| Iran (République islamique d') | Oman | |

VI. AMÉRIQUE DU NORD

(États Membres: 2 – sièges au Conseil: 2)

Canada
États-Unis d'Amérique

VII. PACIFIQUE SUD-OUEST

(États Membres: 16 – sièges au Conseil: 1)

Australie
Fidji
Îles Cook
Îles Marshall
Îles Salomon
Kiribati
Micronésie (États fédérés de)
Nauru
Nioué
Nouvelle-Zélande
Palaos
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Samoa
Tonga
Tuvalu
Vanuatu

Membre associé: Tokélaou

Annexe B**FORMULAIRE DE PROPOSITION DE CANDIDATURE AU CONSEIL**(À présenter avant le **lundi 14 juin 2021** à 12 heures)

Date:

Au: Secrétaire général de la Conférence et du Conseil
 Bureau A140
 Via delle Terme di Caracalla
 00153 Rome
CSG-Director@fao.org

Le délégué de/du et le délégué de/du

(Signature)..... (Signature).....

proposent la candidature de/du.....

au siège du Conseil pour la Région
 pour la période suivante:

- a) de la fin de la quarante-deuxième session de la Conférence au 30 juin 2024 [16 sièges]*
- b) du 1^{er} juillet 2022 à la fin de la quarante-quatrième session de la Conférence (juin 2025) [17 sièges]*
- c) de la fin de la quarante-deuxième session de la Conférence au 30 juin 2022 [2 sièges]*
- d) de la fin de la quarante-deuxième session de la Conférence à la fin de la quarante-troisième session de la Conférence (juin 2023) [2 sièges]*

Le délégué de/du accepte cette proposition de candidature.

* Rayer la mention inutile. Les candidats qui sont battus lors de l'élection destinée à pourvoir le ou les sièges devenant vacants au cours de la première année civile figurent parmi les candidats au siège ou aux sièges devenant vacants à la fin de la deuxième année civile, à moins qu'ils ne se désistent (voir le paragraphe 10 g) de l'article XXII du RGO).

ARTICLE XXII-10 DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION (extrait)

10. [...]

- (a) Aussitôt que possible après l'ouverture de la session de la Conférence, et en tout état de cause avant la fin du troisième jour de la session, la Conférence, sur recommandation du Bureau, fixe la date de l'élection et la date limite à laquelle devront être soumises les propositions de candidature au Conseil, conformément aux dispositions de l'alinéa c) ci-dessous.
- (b) Chaque proposition de candidature s'applique à l'une des régions déterminées par la Conférence et précise la période à laquelle elle se rapporte, sous réserve des dispositions de l'alinéa g) du présent paragraphe. Il ne peut être proposé de candidature pour un mandat comprenant une période au cours de laquelle l'État Membre proposé est déjà membre du Conseil.
- (c) Chaque proposition de candidature doit être appuyée par écrit par les délégués de deux États Membres à la Conférence, autres que le délégué de l'État Membre proposé comme candidat. Elle doit être accompagnée d'un avis écrit par lequel le délégué de l'État Membre proposé déclare formellement que son pays accepte d'être candidat. Toute proposition de candidature qui parvient au Secrétaire général de la Conférence et du Conseil après la date et l'heure fixées par la Conférence est irrecevable.

[...]

- (g) Il est procédé à l'élection des membres du Conseil conformément aux dispositions des paragraphes 9 (b) et 12 de l'article XII du présent règlement; tous les sièges devenant vacants dans chaque région au cours de chacune des années civiles mentionnées au paragraphe 1 du présent article sont pourvus simultanément au cours d'une même élection. Si le nombre des candidats aux sièges vacants dans une région déterminée est égal au nombre total des sièges devenant vacants dans les deux années civiles, il peut être procédé à une seule élection pour pourvoir simultanément tous ces sièges, et la répartition des candidats entre les sièges devenant vacants chaque année peut être réglée, le cas échéant, par accord mutuel ou par la Conférence qui décide de la méthode à adopter. Les candidats qui sont battus lors de l'élection destinée à pourvoir le ou les sièges devenant vacants au cours de la première année civile figurent parmi les candidats au siège ou aux sièges devenant vacants à la fin de la deuxième année civile, à moins qu'ils ne se désistent.